



**AVIS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION SUR
LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÉGIME PÉDAGOGIQUE DE L'ÉDUCATION
PRÉSCOLAIRE, DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

Québec, le 12 avril 2010 – Le Conseil supérieur de l'éducation rend public aujourd'hui un avis sur le Projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Dans son avis, le Conseil recommande à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de ne pas procéder aux modifications prévues dans le projet de règlement afin d'évaluer, en concertation avec les acteurs de l'éducation, les effets des modifications proposées. Le Conseil considère que ces modifications doivent être analysées sous l'angle de leur pertinence, de leur cohérence et de leur faisabilité et ce, dans la perspective de leurs conséquences sur la réponse aux besoins éducatifs des jeunes et sur le système d'éducation.

Rappelons que les modifications proposées dans le projet de règlement ont trait à l'organisation scolaire et au cheminement des élèves. Certaines concernent le calendrier scolaire, c'est-à-dire l'encadrement et l'aménagement du temps consacré aux services éducatifs. D'autres ont trait à l'organisation de la grille-matières au deuxième cycle du secondaire ainsi qu'à la possibilité d'une seconde année de fréquentation en première secondaire.

Compte tenu de sa mission, le Conseil a procédé à une analyse des modifications proposées dans le projet de règlement en tenant compte, d'une part, du besoin de faire évoluer les encadrements du système pour mieux servir les visées éducatives de la société québécoise, et d'autre part, de la nécessité d'en préserver la cohérence d'ensemble au regard des orientations prises ces dernières années en vue d'assurer la réussite du plus grand nombre. Ainsi, tout en ayant à l'esprit la volonté de la ministre d'apporter des ajustements nécessaires au régime pédagogique, le Conseil a abordé cette demande dans la perspective plus large des effets des modifications proposées sur la réponse aux besoins éducatifs des élèves et sur le système d'éducation, y compris sur ses acteurs.

Le régime pédagogique constitue un véritable contrat éducatif

D'entrée de jeu, le Conseil rappelle que, parmi les différents mécanismes qui encadrent le réseau de l'éducation, le régime pédagogique constitue un véritable contrat éducatif entre les acteurs de l'éducation et l'État. En application de la Loi sur l'instruction publique, le régime pédagogique propose une vision qui témoigne de ce que doit être une formation pertinente et de qualité pour tous les élèves du Québec. Pour le Conseil, il importe que cette vision soit partagée, au premier chef, par les acteurs du réseau.

Le Conseil constate que certaines des modifications proposées visent à accorder une plus grande marge de manœuvre locale pour répondre aux besoins variés des différents milieux. Toutefois, aux yeux du Conseil, plusieurs des modifications du projet de règlement soulèvent aussi des interrogations quant à leur pertinence au regard du soutien à la réussite et à la persévérance scolaires, à leur cohérence avec d'autres dispositifs ainsi qu'à leur faisabilité.

C'est pourquoi le Conseil invite la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport à se donner plus de temps pour analyser, avec les acteurs concernés, les effets possibles des modifications proposées et ce, dans une perspective pédagogique, culturelle et sociale.

Rappelons que le Conseil supérieur de l'éducation du Québec est constitué de vingt-et-un membres bénévoles nommés par le gouvernement et qu'il a été institué en tant que lieu de réflexion en vue du développement global de l'éducation à moyen et à long terme. Il a pour fonctions de collaborer avec la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de la conseiller sur toute question relative à l'éducation.

La réflexion du Conseil est le fruit de délibérations entre les membres de ses instances, lesquelles sont alimentées par des études documentaires ainsi que par des consultations menées auprès d'acteurs de l'éducation engagés directement sur le terrain.

L'avis du Conseil est accessible sur son site Internet à l'adresse <http://www.cse.gouv.qc.ca>.

– 30 –

Source : Josée Turcotte
Secrétaire générale
Conseil supérieur de l'éducation

Information : Johanne Méthot
Responsable des communications
Tél. : 418 643-8253
Cell. : 418 571-1359